

## Chine-Algérie : opportunités et défis d'une relation grandissante China-Algeria: opportunities and challenges of a growing relationship

HANNICHE Belkacem <sup>(1)</sup>, Dr BELLACHE Jugurtha <sup>(2)</sup>

<sup>1</sup> Université de Bejaia, Algérie, Email, [belkhanniche@gmail.com](mailto:belkhanniche@gmail.com)

<sup>2</sup> Université de Bejaia, Algérie, Email, [beljug@yahoo.fr](mailto:beljug@yahoo.fr)

### Information sur l'article

Reçu le : 20/04/2020

Accepté le : 22/08/2020

Publié le : 15/09/2020

#### Mots clés:

Les relations sino-algériennes ;  
la présence chinoise en Algérie ;  
les opportunités ;  
les défis ;  
l'initiative de la Ceinture et de la  
Route.

Codes de classification JEL:F02,  
O11, L5.

### Résumé:

La solidarité Sud-Sud dans les relations sino-algériennes a laissé place à une coopération économique intense avec des échanges multipliés par 45 entre 2000 et 2018. La présence chinoise a permis l'acquisition de biens et d'équipements industriels moins chers, une demande chinoise qui a maintenu des prix des hydrocarbures très élevés permettant le financement de beaucoup de projets de modernisation réalisés, en partie, par les chinois. L'engagement chinois en Algérie s'est accompagné de défis en termes de gouvernance, de transfert du savoir-faire, de qualité des réalisations et des produits importés ainsi que d'une accélération de la désindustrialisation. L'initiative de la Ceinture et de la Route représente une opportunité pour capter des emplois industriels chinois à relocaliser et bénéficier du financement des projets d'infrastructures en ces temps de prix bas des hydrocarbures.

### Keywords:

Sino-Algerian relations;  
Chinese presence in Algeria;  
Opportunities;  
Challenges;  
The Belt and Road initiative.  
JEL Classification Codes: F02,  
O11, L5.

**Abstract:** South-South solidarity in Sino-Algerian relations has given way to intense economic cooperation with exchanges multiplied by 45 between 2000 and 2018. The Chinese presence has enabled the acquisition of cheaper industrial goods and equipment, a Chinese demand which has maintained very high hydrocarbon prices allowing the financing of many modernization projects carried out, in part, by the Chinese. The Chinese commitment in Algeria has been accompanied by challenges in terms of governance, transfer of know-how, quality of achievements and imported products as well as an acceleration of deindustrialization. The Belt and Road Initiative represents an opportunity to capture Chinese industrial jobs to be relocated and benefit from the funding of infrastructure projects in these times of low hydrocarbon prices.

Auteur correspondant: HANNICHE Belkacem, Email: [belkhanniche@gmail.com](mailto:belkhanniche@gmail.com)

### Introduction

La percée chinoise en Afrique, un continent considéré comme l'une des dernières frontières du capitalisme (Van der Merwe, Taylor, et Arkhangelskaya 2016:1), ne fait plus de doute, une offensive qui ne cesse de croître jusqu'à commencer à remplacer les pays occidentaux en tant que nouveau visage de la mondialisation sur le continent (Alden 2007:128). Le retour chinois en Afrique, notamment depuis le début des années 2000, soulève un intense débat et beaucoup d'études ont été consacrées pour analyser les enjeux de cette implication grandissante du géant asiatique sur le continent nous pouvons citer (Zafar 2007), (Goldstein et al. 2006) (Ajakaiye 2006), (Schiere 2010), (Vircoulon 2007) et (Alden 2005a, 2007; Alden, Large, et Soares de Oliveira 2008). Toutefois, ces études et beaucoup d'autres s'intéressent dans leur majorité à l'Afrique sub-saharienne et peu d'études ont été consacrées à l'Afrique du Nord et à l'Algérie, nous pouvons citer les quelques travaux concernant la région et l'Algérie (Pairault 2014a, 2014b, 2016, 2017, 2018), (Alden et Aggad-Clerx 2012), (Matallah 2018), (Lafargue 2018) et (Zoubir 2019).

Dans les pays du Maghreb, c'est avec l'Algérie que la Chine entretient les relations économiques les plus denses et les plus diversifiées (Zoubir 2019:97). L'Algérie est l'un des premiers pays africains à établir des relations diplomatiques avec la Chine, le 20 décembre 1958, soit quatre ans avant l'indépendance. Depuis le début des années 2000, la Chine a réussi une percée spectaculaire en Algérie qui lui a permis de détrôner la France pour occuper, depuis 2013, la place du premier partenaire commercial du pays avec des échanges passant de 200 millions en 2000 à 9,1 milliards de dollars en 2018, faisant de l'Algérie le cinquième partenaire de la Chine au niveau du continent africain (Aps, 2019).

La Chine aime présenter sa coopération avec les pays africains comme un partenariat gagnant-gagnant, un prolongement logique de la solidarité Sud-Sud, ce qui nous à analyser la portée réelle de cette percée chinoise sur l'économie algérienne. Nous allons essayer de savoir si ce nouveau vent qui souffle de l'Est serait-il le bon pour le bateau de l'économie algérienne ? Quels sont les opportunités ouvertes avec la Chine ? Quels sont les leçons à tirer de l'expérience chinoise de développement ? Son modèle de développement est-il reproductible en Algérie ? Quels sont les nouveaux défis posés par la Chine pour notre pays ?

L'ambition de cet article est de mettre en lumière la percée chinoise en Algérie en essayant d'analyser les différentes opportunités offertes par ce pays, les nouveaux défis qu'elle pose pour l'économie algérienne ainsi que les leçons à tirer de l'expérience chinoise de développement.

## **1. Evolution des relations sino-algériennes**

### **1.1. La Chine de Mao**

Cette phase correspond à la fondation de la Chine moderne par Mao Tsé Tong jusqu'à sa mort en 1976. La relation sino-algérienne débute au sommet de Bandung auquel l'Algérie a participé. Mao a soutenu la révolution algérienne contre les forces coloniales et impérialistes mais le faisait aussi comme un moyen pour promouvoir sa révolution idéologique à l'étranger et renforcer la légitimité du Parti communiste à l'intérieur (Haddad-Fonda 2014:333). Le leader chinois regardait l'Afrique indépendante comme un élément important dans l'échiquier politique mondial. La Chine était le premier pays non arabe à reconnaître le gouvernement provisoire algérien en septembre 1958 (Matallah 2018:4) avant d'établir des relations diplomatiques le mois de décembre de la même année. Entre 1958 et 1962, la Chine a aidé l'armée de libération nationale (ALN) avec des armes et du financement. Après l'indépendance, la république populaire continuait d'aider la jeune république algérienne avec des équipements, du blé ainsi que du matériel médical (Calabrese 2017). Entre 1963 et 1975, la Chine a signé une vingtaine d'accords couvrant de nombreux domaines, tels que la coopération économique et technique, la santé, la coopération culturelle, la communication, la coopération scientifique et militaire (Zoubir 2019:93). L'Algérie a aidé la Chine dans sa bataille pour l'accession au conseil de sécurité en parrainant avec l'Albanie la résolution 2758 dont le vote a permis à la Chine de siéger au conseil de sécurité de l'ONU (Zoubir 2019:94).

### **1.2. Les années perdues**

La deuxième phase des relations sino-algériennes coïncide avec le début de l'ouverture internationale de la Chine entamée par le président Deng Xiaoping dès la fin de l'année 1978. Durant cette période, la Chine s'est focalisée sur la réussite de ses réformes et l'amélioration de ses conditions économiques avec une ouverture graduelle au commerce mondial dans l'objectif d'être attractive aux investissements internationaux et d'attirer les capitaux venant surtout du Japon et les Etats-Unis pour réussir son intégration dans l'économie mondiale. Ceci dit, peu d'attention était donnée pour les « amis » africains dont fait partie l'Algérie (Samy 2010:79). Cette décennie de négligence (Zhao 2014:1035) du continent africain a connu des échanges commerciaux marginaux (Mohan et Power 2008:30). Une décennie qui se termine, en avril 1989, durant les événements de la place Tiananmen, l'Algérie, à l'instar de beaucoup de pays africains, a soutenu diplomatiquement la Chine, suite à l'imposition de sanctions occidentales contre la Chine (Zoubir 2019:94-95). Le passage de la Chine du statut d'un pays exportateur de pétrole à celui d'importateur en 1993 a obligé la Chine à revoir sa politique africaine. En 1995, le vice-premier ministre ZHU Rongji

a donné un ordre officiel pour revitaliser les relations avec les pays du continent(Raine 2009:23).

### **1.3. Les vingt glorieuses**

Cette période a coïncidé avec de profondes transformations en Algérie et la stratégie *Go global* en Chine. Cette stratégie représente la deuxième phase de réformes chinoises, débutée en 2001, suite à l'adhésion de la Chine à l'OMC et l'encouragement des entreprises chinoises à investir à l'étranger, notamment pour la sécurité énergétique du pays (Jenkins 2019:15). Une phase qui va connaître un basculement progressif du politique vers l'économique dans les relations sino-algériennes (Pairault 2017). Du côté algérien, beaucoup de développements internes ont favorisé le développement des relations avec la Chine(Calabrese 2017). En effet, la paix retrouvée et la volonté de rattraper les retards de la décennie 90 conjuguée à l'amélioration de la santé financière, suite à l'augmentation du prix du baril, notamment à partir de 2004, ont permis au pays d'engager de grands projets de modernisation et la possibilité de satisfaction de besoins en importations auxquels la Chine a répondu via ses entreprises des travaux publics, ses entreprises industrielles et autres acteurs chinois en Algérie (Souiah 2011:139). Ce rapprochement a été officialisé par la visite du président chinois en Algérie le 3 et 4 février 2004 où de nombreux accords ont été conclus.

## **2. Les motivations pour l'approfondissement des relations sino-algériennes**

### **2.1. Du côté algérien**

Dans une économie où les hydrocarbures, véritable pilier de l'économie algérienne, avec plus de 95% des recettes en devises et environ 83% du budget de l'Etat(Touati 2017:2), l'Algérie, voit de bon œil le retour de la Chine comme un acteur de premier plan sur la scène internationale. Dans sa coopération avec la Chine, l'Algérie cherche aussi un partenariat créateur d'emploi pour une population qui ne cesse d'augmenter et des centaines de milliers de diplômés d'universités et d'instituts. Pour (Alden 2005a:153), l'Algérie cherche aussi à garder des liens diplomatiques avec un pays « ami » qui a depuis acquis un poids important économiquement mais aussi membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU car l'Algérie est très sensible au respect de sa souveraineté (Matallah 2018) et la Chine est un pays qui respecte la politique interne des pays et prône la non-interférence dans les affaires internes des pays comme un principe de sa relation avec le continent africain.

### **2.2. Du côté chinois**

Pour (Alden 2005b:148), la Chine cherche en Afrique les ressources naturelles pour son industrie, de nouveaux marchés pour ses produits, et la

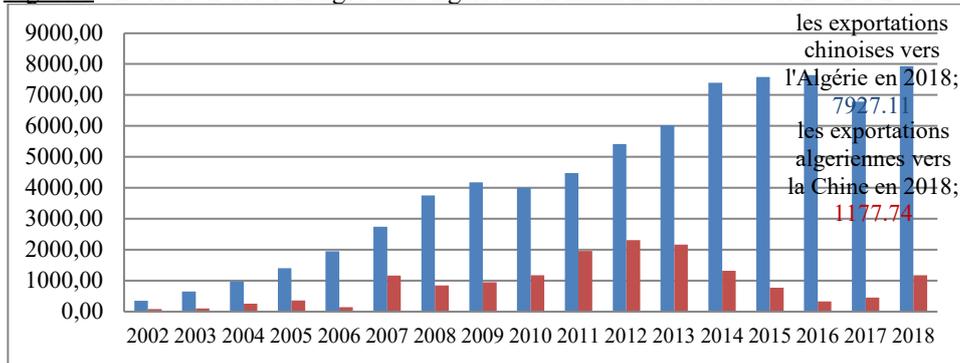
dernière motivation est d'ordre diplomatique puisque la Chine à s'affirmer en puissance internationale elle part chercher de partenariats stratégiques. L'Algérie pays gazier et pétrolier, un sol et sous-sol riche et un marché de 43 millions d'habitant avec un niveau de vie supérieur à beaucoup de pays subsahariens(Alden et Aggad-Clerx 2012:3) mais aussi une porte de l'Afrique ne peut qu'être intéressante pour les chinois. Même pour le volet diplomatique, l'Algérie est un pays pivot en Afrique avec une grande influence au sein des organisations africaines et la Chine a eu par le passé le vote pour son accession au conseil de sécurité avec un soutien déterminant de l'Algérie et de sa campagne en faveur de la Chine populaire et lors de la violente répression de la place Tiananmen. Pour les hydrocarbures, même si l'Algérie n'est pas un gros fournisseur comme l'Angola ou le Nigeria et ne représente que 1,3% des importations chinoises du pétrole(Lafargue 2018:7), mais dans la diplomatie économique chinoise la présence dans les pays là où il y a le pétrole est impérative. L'Algérie est aussi un pays proche géographiquement de l'Europe, ce qui motive les chinois dans la perspective d'un accès au marché européen(Alden et Aggad-Clerx 2012:5).

### **3. La coopération économique sino-algérienne**

#### **3.1. Les échanges commerciaux**

Depuis le début des années 2000, le volume des échanges sino-algériens a augmenté d'une façon spectaculaire en passant de moins de 200 millions de dollars à 9,1 milliards de dollars en 2018 (figure n°1). L'Algérie est devenue le premier marché chinois du Maghreb. La Chine est le premier fournisseur depuis 2013 devant la France. Dans le commerce sino-algérien, la balance penche largement du côté chinois qui a exporté en 2018 pour 7, 927 milliards de dollars et n'a importé que pour 1, 177 milliards de dollars, soit un déficit commercial annuel de 6, 749 milliards de dollars pour l'Algérie(China Africa Research Initiative 2020). La Chine est le premier fournisseur de l'Algérie avec 16.99%, suivie par la France et l'Italie avec les proportions respectives de 10.35% et 7.91% du total des importations de l'Algérie au courant de l'année 2018(ANDI 2018). Pour l'année 2018, le premier client de l'Algérie est l'Italie 6.13 milliards et la Chine ne vient qu'en 10<sup>ième</sup> position avec un montant 1,311 milliards de dollars soit 3% des exportations algériennes(ANDI 2018).

Figure 1 : Evolution des échanges sino-algériens en millions de dollars de 2002 à 2018

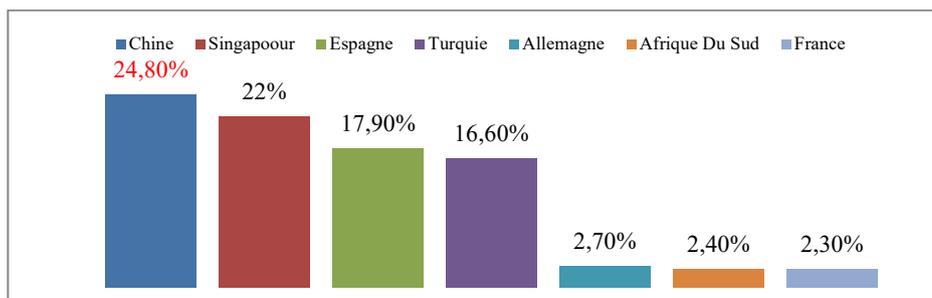


Source de données: SAIS-China Africa Research Initiative

### 3.2. Les investissements directs étrangers (IDE) chinois en Algérie

Ce n'est sans doute pas par l'investissement que s'illustre le mieux la présence chinoise en Algérie, mais plutôt par les contrats de construction que les entreprises chinoises se voient confiées par le gouvernement algérien quand ce dernier investit en infrastructures (Pairault, 2018, p.13), mais ces dernières années les investissements chinois commencent à augmenter. Selon les données publiées par le (UNCTAD 2019), les entrées d'IDE entre 2017 et 2018 ont augmenté de 22% pour atteindre 1,5 milliard de dollars. Cette augmentation est principalement due aux investissements dans le secteur pétrolier et gazier, ainsi qu'aux investissements dans l'industrie automobile avec le constructeur chinois BAIC est l'un des plus gros investisseurs qui a investi plus de 100 millions de dollars dans une usine de fabrication automobile. La Chine est le premier investisseur en Algérie avec 24,8% du total des IDE (voir figure N° 2), reprenant la position historique de la France en tant que plus grand investisseur du pays (Santander, 2020).

Figure 2 les principaux pays investisseurs en Algérie en pourcentage en 2017



Source de données : Santander 2020

### **3.3. Aides et prêts chinois**

Dans les aides et les prêts qu'on peut déceler la spécificité des relations sino-algériennes (Pairault 2016) par rapport à beaucoup de pays africains qui cherche financement des infrastructures contre un accès aux ressources naturelles(Alves 2013). En effet, l'Algérie a adopté l'autofinancement des projets d'infrastructures, comme celui de l'autoroute Est-Ouest, les barrages et les programmes de centaines de milliers de logement financés exclusivement par le budget de l'Etat. Pour l'Algérie, de 2000 à 2017, nous avons trouvé un montant insignifiant de 9 millions de dollars au moment où les autres pays du continent ont été financés par les banques et les sociétés étatiques chinoises à hauteur de 143 milliards de dollars(China Africa Research Initiative 2019), durant la même période.

### **3.4. Les contrats de construction chinois en Algérie**

La volonté de récupérer la décennie perdue (années 90) combinée à l'aisance financière, avec plus 730 milliards de dollars de revenus extérieurs engrangés entre 2000 et 2014, dont près des trois quarts ont été recyclés dans la dépense publique(Mezouaghi 2015:17), ont permis aux autorités algériennes de privilégier la construction des conditions favorisant un développement économique et répondant aux besoins pressant de la population au détriment de la création de l'emploi(Pairault 2014b), cela s'est traduit par le lancement de grands projets d'infrastructures comme les routes, les ports, aéroports, stades et des centaines milliers de logements avec la volonté de leur réception dans plus brefs délais(Souiah 2011). Les entreprises chinoises ont alors raflé beaucoup de contrats, dont deux tronçons de l'autoroute Est-Ouest avec une main-d'œuvre en majorité chinoise(Pairault 2016). Entre 2005 et 2016, les entreprises chinoises ont réalisé des contrats de l'ordre de 22 milliards de dollars (Ghanem & Benabdallah, 2016).

### **3.5. La présence humaine chinoise**

L'attribution de contrats dans le domaine de la construction a été accompagnée par un flux de travailleurs chinois avec un pic de 91 596 travailleurs en 2017, faisant de l'Algérie l'un des pays où la présence chinoise est l'une des plus importantes du continent avec 30% des travailleurs chinois installés en Afrique à la fin de l'année 2017(China Africa Research Initiative 2019). De même pour les dirigeants d'entreprises, à la fin de l'année 2015, le nombre de gérants de nationalité chinoise dont l'entreprise était immatriculée au registre du commerce était au nombre de 920. Parmi les personnes morales, la Chine arrive au troisième rang derrière la France (1 963) et la Syrie (1 146). Parmi les personnes physiques, la Chine arrive au sixième rang derrière la Syrie, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte et la Palestine, mais devant la

France(Pairault 2018:12). Pour la présence des chinois en dehors des chantiers, le quartier qui représente la *China Town* algérienne c'est Boushaki à Bab Ezzouar, dans la banlieue Est de la capitale Alger. Avec quelques 800 individus, pour la plupart originaires des provinces du Fujian et du Zhejiang, ils représentent une concentration commerciale et résidentielle chinoise en Algérie(Taing 2015).

#### **4. Les opportunités et défis chinois pour l'économie algérienne**

##### **4.1. Les opportunités chinoises pour l'économie algérienne**

La réussite du décollage économique chinois, son intégration dans l'économie mondiale et la grande vitalité de son économie ouvrent de nouveaux horizons pour le commerce et les investissements bilatéraux entre la Chine et l'Algérie(Matallah 2018:3). L'Algérie a une opportunité d'approfondir sa coopération avec un pays qui respecte la non-ingérence, le respect des règles internationales et refuse les sanctions et des conditionnalités pour l'aide et même pour les partenariats, rejette les punitions collectives, des pratiques courantes des pays occidentaux(Khader 2018:44). Pour (Matallah 2018:4), ce retour chinois va aider à réduire l'état exercé par les puissances occidentales, la France notamment, un partenaire respectueux de la souveraineté nationale et surtout un partenaire qui réaffirme les liens de solidarité Sud-Sud. La Chine pourrait aussi compléter, par sa présence, les secteurs délaissés ou non investis par les partenaires traditionnels (Schiere, Léonce Ndikumana, et Peter Walkenhorst 2011:11).

Cette coopération devrait permettre de diversifier les clients de l'Algérie dans le domaine gazier notamment avec l'arrivée de nouveaux acteurs concurrents sur le marché européen dans le marché spot concurrentiel l'offre et le prix. L'arrivée de sociétés et entrepreneurs chinois qui voient dans l'Afrique un continent à fort potentiel économique et peuplé de consommateurs et rejettent clairement tout « afro-pessimisme » des partenaires traditionnels (Alden et al. 2008:123) a redonné de l'importance stratégique pour les pays du continent et à l'Algérie en particulier, ce qui pousse les partenaires traditionnels du pays à revoir leur stratégies et leurs engagements en Algérie en engageant ces différents partenaires dans une sorte de concurrence qui va être que bénéfique pour le pays, surtout si cette compétition se déplace vers le domaine d'investissements productifs si précieux pour le décollage de l'économie algérienne.

Pour (Ajakaiye 2006:7), la principale opportunité offerte par la croissance de la présence chinoise dans le commerce mondial c'est le boom des matières premières provoquée par sa demande grandissante de produits minéraux et matières premières. En effet, la demande croissante dans les pays émergents, notamment la Chine, depuis le début de ce siècle a permis de maintenir une croissance mondiale forte, une condition qui a permis l'amélioration des termes de l'échange pour les producteurs de produits de

base dont font parti les hydrocarbures algériennes (Goldstein et al. 2006:16). Ces pays émergents ont aussi largement contribué à augmenter la demande par leur forte croissance, leurs excédents d'exportation et l'accumulation des réserves qu'ils ont réinvestis dans les bons du Trésor des Etats-Unis ce qui a contribué à atténuer les pressions inflationnistes mondiales et à faire baisser les taux d'intérêt mondiaux (Goldstein et al. 2006:125). Pour (Zafar 2007:125-26), la Chine a permis aussi l'accès à des biens de consommation à des prix abordables des produits chinois et leur prix accessibles pour les couches moyennes et pauvres des pays africains. En effet, certaines importations chinoises peuvent être 75% moins cher que des importations équivalentes provenant de sources traditionnelles (Ajakaiye 2006:8), ce qui va permettre de contenir les poussées inflationnistes pour un pays qui importe l'essentiel des produits de consommation. Même pour les industriels, l'arrivée de la Chine leur a permis de moderniser leurs chaînes de production, de matériels informatiques et bureautiques qui sont désormais accessibles (Pecoraro 2010:22). Ces achats de biens d'équipement et du matériel de transport à des prix inférieurs à ceux des produits importés d'Europe a considérablement réduit les coûts d'investissement (Renard 2011:23).

L'engagement de la Chine en Afrique a permis aussi l'amélioration d'un bon nombre de conditions pour le développement des pays africains comme l'injection d'investissements, l'amélioration des infrastructures de base, l'ouverture d'un nouveau marché pour l'exportation et le développement du capital humain des pays africains (Alden et al. 2008:126). Dans le cas algérien, la réalisation des infrastructures de bases, même financées par le trésor public, contribue à atténuer les goulets d'étranglement et à améliorer la compétitivité du pays et son intégration dans l'économie mondiale (Schiere et al. 2011:7).

La structure des échanges Nord-Sud entre l'Algérie et la Chine et l'énorme déficit commercial, qui dépasse les 6 milliards de dollars en 2018 (figure n°1), ne sont pas définitifs, depuis le lancement de la stratégie chinoise de « la Ceinture et la Route », l'empire du Milieu essaie de modifier la structure de ses échanges avec le continent africain avec plus d'investissements industriels pour relocaliser ses surcapacités industrielles. L'Algérie devrait formuler une politique industrielle pour profiter des opportunités offertes puisque les différentes expériences réussies dans les pays nouvellement industrialisés en Asie (y compris celle de la Chine) montrent le rôle important de l'Etat dans le développement économique national (Cheru et Obi 2010:227). Cela devrait se faire en essayant d'attirer une partie des 85 millions emplois industriels à relocaliser à cause de la concurrence féroce sur le marché chinois, le renchérissement du coût de main-d'œuvre et la surcapacité industrielle dans le pays. (Calabrese 2016:11). Toujours dans le cadre de cette initiative de « la Ceinture et de la route »,

l'Algérie devrait saisir cette opportunité suite à la maturation de la politique chinoise en Afrique (Besada et O'Bright 2017) et son orientation vers plus d'investissements en Afrique avec une promesse d'un financement des investissements avec plus de 10 milliards de dollars entre 2018 et 2021 (Abegunrin et Manyeruke 2020:48-49). Au cours du sommet du FOCAC de 2018, Pékin a promis également un fonds spécial de 5 milliards de financement des importations industrielles d'Afrique (Abegunrin et Manyeruke 2020:50-51). L'Algérie a ratifié le mémorandum d'entente entre avec Chine sur la coopération dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route », signé à Beijing le 4 septembre 2018 (APS 2019).

### **4.2. Les défis chinois pour l'économie algérienne**

L'un des plus grands défis posé par la Chine est le fait que les importations chinoises bon marché peuvent décourager la diversification de la base productive nationale car les potentiels investisseurs peuvent trouver peu attrayant de concurrencer les importations chinoises bon marché et ils vont juger inutile d'investir dans une activité productive puisque les produits chinois répondent à toutes les demandes avec des prix imbattables (Ajakaiye 2006:8). A cela s'ajoute, les difficultés bureaucratiques algériennes et les problèmes de financement pouvant pousser les potentiels investisseurs vers les activités d'importation au lieu de production ce qui va accélérer la désindustrialisation et la concurrence chinoise contribue à affaiblir fortement le capitalisme local africain (Lafargue 2009:94). Même le boom des matières premières et son incidence sur les termes d'échange est à nuancer puisque la hausse du cours du pétrole se répercute en aval sur les importations algériennes industrielles ou alimentaires qui se renchérissent.

Sur la période de la percée chinoise en Algérie, l'apport en termes de production industrielle n'est pas au rendez-vous puisque l'industrie compte pour moins de 5% du PIB alors qu'elle était de 10 % en 2000 (Mezouaghi 2015:23). Même si la désindustrialisation prononcée date des années 1980, l'économie algérienne est l'une des économies les moins industrialisées du continent (Mezouaghi & Aynaoui, 2018, p. 18) et l'arrivée chinoise n'a pas inversée la tendance. La structure sectorielle de l'économie algérienne est aujourd'hui symptomatique du syndrome hollandais, l'indice de concentration des exportations de l'Algérie est l'un des plus forts au monde et d'Afrique et la part des hydrocarbures dans les exportations totales passe de 92 % en 1996 à 98 % en 2006 (Benabdallah 2009:95). Même pour le transfert technologique ou d'expertise, très peu de transfert de technologie se fait puisque peu d'algériens accèdent aux postes de direction dans les entreprises chinoises, qui profitent du vide juridique sur les quotas d'algériens employés, qui ne stipulent pas le type de postes à occuper pour les algériens dans les projets communs (Ghanem & Benabdallah, 2016). Les exportations chinoises affaiblissent un tissu entreprises qui est, constitué à 99%

d'entreprises de moins de 5 salariés, très vulnérables et incapables d'affronter la concurrence chinoise. Pour (Pairault 2015), les entreprises chinoises participent peu à la production matérielle sur le territoire algérien.

Même pour ce qui est de la vision de la population, la relation n'est pas toujours paisible avec les citoyens algériens et l'incident de Bab Ezzouar en est un exemple (Libération 2017). Dans un sondage réalisé par l'Afro baromètre en 2016, 67% des algériens s'accordent à dire que la Chine exerce une influence économique quelque peu ou beaucoup importante en Algérie. Mais seulement 33% jugent cette influence quelque peu ou très positive, contre 35% qui voient cette influence négative, soit le plus faible taux d'acceptation parmi les pays africains sondés (Okuru 2016:14). Cela renseigne sur le sentiment général des algériens sur la présence grandissante chinoise en Algérie. Même du côté des autorités algériennes, qui semblent mesurer le déficit commercial algérien et l'impact négatifs des produits chinois sur le tissu industriel algérien, comme en témoigne l'appel du ministre algérien de l'Industrie et des Mines, en 2018, Youcef Yousfi, d'accélérer les discussions sur la manière d'aider les entreprises chinoises à investir dans les secteurs algériens, notamment le textile, l'acier, l'électronique et l'industrie minière nous renseigne sur le manque d'investissements industriels chinois (Xinhua 2019).

Le boom des prix des hydrocarbures, depuis 2004 est causé, en partie, par la hausse par la hausse de la demande des pays émergents et de la Chine particulier, est en train de se transformer en syndrome hollandais et l'Algérie n'a pas saisie cette opportunités comme les anciennes hausses des prix des hydrocarbures (Ajakaiye 2006:7). De même pour l'amélioration du climat des investissements, malgré le rattrapage en infrastructure de base et la formation du capital humain, le climat des affaires est mauvais avec une 15<sup>7<sup>eme</sup></sup> place dans le classement de *Doing Business* de l'année 2019.

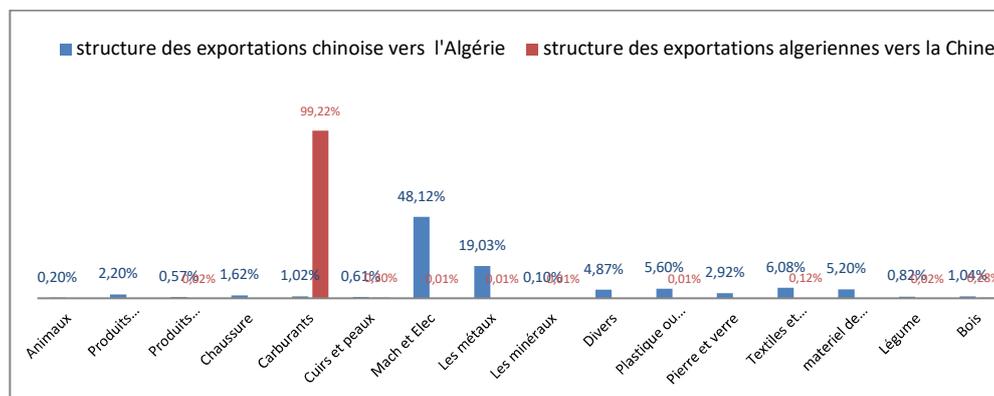
La structure des échanges sino-algériens laisse penser qu'il s'agit plutôt d'une dépendance Nord-Sud que d'une relation entre pays du Sud, loin du discours de solidarité Sud-Sud ou l'esprit de Bandung nous observons que 99,22% des exportations algériennes est composée de fuel alors que la majorité des importations algériennes en provenance de Chine est composés de machines à hauteur de 48,12%, 19,03% de métaux et 6,02% de textile et 5% de matériel de transport et des biens industriels (World Bank 2019) (voir figure n°3). Selon (Pairault 2016), les importations algériennes en provenance de Chine sont à 96,8% de produits manufacturés dont deux tiers sont des produits de faible et moyenne technicité. A cela s'ajoute l'énorme déficit commercial de plus de 6 milliards de dollars pour l'année 2018. Pour (Zhao 2014:1042), cette structure des échanges, valait à la Chine l'accusation selon laquelle elle est engagée dans une forme de néocolonialisme avec importation quasi-expulsive de ressources naturelles d'Afrique contre l'exportation de ses produits manufacturés.

L'arrivée de la Chine n'a pas produit la diversification escomptée et l'Algérie reste plus que jamais dépendante des hydrocarbures. Une dépendance par rapport à une industrie capitaliste par excellence et qui ne produit pas d'effets d'entraînements sur les autres secteurs (Djeflat et Lundvall 2016) et n'employant que 3% de la population active (Mezouaghi 2015:17). Même la croissance économique de la dernière décennie est due en grande partie à la hausse des prix internationaux des prix du pétrole, une croissance économique qui se reposait sur commerce de produits primaires et non sur des activités de production (Van der Merwe et al. 2016:13). Selon (Benabdallah 2009:93), la croissance qu'a connue l'Algérie depuis le début 2000, est même une croissance désindustrialisante.

Pour (Alden et al. 2008:129), la gouvernance est l'un des talons d'Achille de l'avancée chinoise en Afrique et les efforts dans la lutte contre la corruption semble être contrariée par l'arrivée des chinois (Zafar 2007:106) avec le manque de transparence dans les accords commerciaux passés facilite la corruption (Zhao 2014:1041). Dans le cas algérien, le scandale de corruption de l'autoroute Est-Ouest est édifiant avec des commissions et retro-commissions estimées à un milliard de dollars (Hallas 2014). Les groupes chinois sont aussi stigmatisés pour la faible fiabilité des infrastructures réalisées, le retard dans certains projets et la médiocre qualité de certains chinois qui peuvent, dans certains cas, présenter des risques sur la santé publique. Dans les contrats de construction réalisés par les chinois, les retards et les réévaluations des prix augmentent les coûts de réalisation et ajoutent des difficultés au trésor public algérien en ces temps de crise.

Pour résumer, malgré un rattrapage en matière d'infrastructures et l'amélioration des conditions de vie de la population, l'équation économique algérienne est toujours la même depuis 30 ans (Mezouaghi 2015:17) et la quête de diversification est toujours non réussie et depuis 2015, la situation économique s'est davantage détériorée et les réserves de change officielles sont passées de 22,5 mois d'importations à la fin de 2016 à 18,6 mois en juin 2018, et la baisse devrait se poursuivre (African Development Bank 2019).

Figure 3 les principaux produits des échanges sino-algériens en pourcentage en 2017



Source de données : La Banque Mondiale

## 5. Des leçons de l'expérience chinoise de développement

Pour reproduire l'expérience chinoise de développement même le père des réformes chinoises le président Deng Xiaoping a conseillé à ses partenaires africains de ne pas copier le modèle chinois (Alden 2007:131). L'expérience chinoise de développement attire l'attention des pays en développement dont fait partie l'Algérie (Alden 2007:131). Ce miracle donne de l'espoir sur la possibilité d'un décollage économique en une période aussi courte. En effet, avant le lancement des réformes économiques, il y a près de 40 ans, la Chine était très pauvre avec une économie stagnante, contrôlée de manière centralisée, extrêmement inefficace et relativement isolée de l'économie mondiale. Depuis son ouverture en 1979, la Chine figure parmi les économies les plus dynamiques du monde, avec une croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut (PIB) moyenne de 9,5% jusqu'en 2017 (Morrison 2018:1).

De cette expérience chinoise plusieurs leçons peuvent être tirées. Pour (Pairault, 2014, p. 2), le rôle de l'État chinois ressemble à celui de l'État algérien qui se caractérise par une politique développementaliste, incarnée par une bureaucratie puissante ancrée dans la société. La phase "*d'open door and change the system*", c'est-à-dire la première phase chinoise d'ouverture internationale et des réformes entamée en 1979, peut inspirer une ouverture pour les échanges commerciaux et d'attirer les investissements étrangers. Sachant qu'avant cette réforme, la Chine était l'un des pays les plus fermés au monde et les échanges étaient monopolisés par le gouvernement (Dollar 2008:6). La mise en œuvre devrait se faire à travers une sélectivité des investissements étrangers et de s'assurer qu'ils favorisent la création d'emploi et de richesse (Alden 2007:130). La mise en œuvre de «*Change the system*», c'est-à-dire faire passer l'économie d'une propriété presque totale de l'État sur les moyens de production à une société dans laquelle l'entreprise privée sera dominante (Dollar 2008:2). Une ouverture chinoise qui a été graduelle, commencée par la création de quatre zones économiques spéciale

dans les provinces du sud (Guangdong et Fujian) en 1978-1979 (Renard 2011:9). Pour les IDE, la Chine a favorisé les investissements apportant la technologie, les techniques managériales, l'insertion dans les réseaux mondiaux de production et l'organisation des flux d'IDE d'une manière que les travailleurs et les entreprises chinoises puissent faire le meilleur apprentissage (Dollar 2008:5). Le miracle des économies Est-asiatiques avec lesquels la Chine partage la culture confucéenne (Zhang 2012:83), s'est largement basé sur l'intervention du gouvernement notamment par le biais de politiques industrielles (Stiglitz, Lin, et Patel 2013:4). Même si l'idée d'industrialisation a été remplacée par le concept de développement, les politiques industrielles étaient déterminantes dans le décollage des pays asiatiques tandis que les pays qui se sont basés sur l'exportation de produits primaires n'ont pas réussi leurs transitions économiques, le pétrole dans le cas algériens, connaissent des rendements décroissants à long terme (Van der Merwe et al. 2016:13). Un autre élément important dans les expériences Est-asiatiques réside dans le taux d'épargne élevé transformé en investissements élevés (Kim 2017:56).

Dans le cas algérien, la stratégie qui consistait à « Semer le pétrole en développement » a montré ses limites dès le premier contre-choc pétrolier de 1986, et la période qui a suivi cette date, le secteur industriel algérien va passer de 15 % du PIB à 5,5 % seulement en 2006 (Benabdallah 2009:90). Depuis le début 2000, la désindustrialisation a été accentuée par une ouverture commerciale accélérée et globalement mal gérée par les pays africains (Rodrik, 2006) cité par (Mezouaghi et Aynaoui 2018:14). Dans le cas algérien, la croissance enregistrée durant cette période est le fait des hydrocarbures et de la demande publique qui est captée par le BTPH et la construction et l'industrie hors hydrocarbures n'a contribué que marginalement à la croissance économique (Benabdallah 2009:93). Pour (Talahite 2010:63), outre l'utilisation des excédents de l'exportation des hydrocarbures pour financer son industrialisation au début des années 70, la base industrielle algérienne était exclusivement orientée vers le marché local et seuls les hydrocarbures étaient destinés à l'exportation alors que ces industries étaient et restent toujours dépendantes des intrants et équipements importés, ce qui rend difficile la reconversion de ce système pour l'adapter à la nouvelle donne notamment pour diversifier les exportations et l'ouverture de l'économie de ces dernières années n'a fait que renforcer la part des hydrocarbures dans le PIB. Pour Justin Yifu Lin, la raison d'échec des politiques industrielles, dans les pays en développement par le passé, se situe au niveau du coût de transaction, qui serait très élevé dans ces pays en comparaison avec ceux des pays développés, par conséquent, le coût total serait trop élevé pour être compétitif avec les produits des pays développés dans un environnement ouvert. Par conséquent, la survie de ces secteurs a

reposé, et repose encore, sur des subventions continues du gouvernement (Calabrese 2016:10) et dans le cas algérien, la rente des hydrocarbures a financé cette survie. Les difficultés du secteur industriel algérien commençait à se manifester dès le premier contre-choc pétrolier de 1986 (Benabdallah, 2009, p. 89-90).

### **Conclusion**

L'offensive chinoise en Algérie, et celle des autres pays émergents, et la réaction des partenaires traditionnels vont ouvrir beaucoup d'opportunités pour l'Algérie et la concurrence que vont se livrer ces puissances pourrait être bénéfique en sachant que l'engagement chinois en l'Afrique va persister et s'approfondir (Large 2007:60).

Comme très souvent en économie, les effets de la percée chinoise ne sont ni négatifs ni positifs, mais ambivalents (Vircoulon 2007:456). D'un côté, la Chine est un fournisseur de beaucoup de produits et d'équipements industriels moins chers que les prix pratiqués par les partenaires traditionnels et la demande chinoise et celles des autres pays émergents ont maintenu les prix des hydrocarbures très élevés pendant plus d'une décennie ce qui a permis le financement de beaucoup de projets de modernisation, ainsi que la diversification des clients pour le pétrole et le gaz algérien. De l'autre, cette arrivée chinoise a contribué à accélérer la désindustrialisation de l'Algérie par des produits avec des prix hors de concurrence ainsi que la prolifération de comportements rentiers au détriment des activités industrielles parmi les potentiels investisseurs.

Pour le devenir des relations sino-algériennes, l'initiative chinoise de « la Ceinture et la Route » représente une véritable opportunité pour que l'Algérie puisse pousser les chinois à traduire leur rhétorique de solidarité Sud-Sud en action, à travers un financement des projets d'infrastructures et d'investissements industriels, en captant une part des relocalisations des surcapacités industrielles en Chine tout en s'assurant des financements alternatifs au budget de l'Etat algérien, en cette période de baisse des prix du pétrole, notamment depuis 2015.

Pour ce faire, une stratégie industrielle qui se base sur les industries légères comme ce fut le cas des pays Est-asiatiques qui ont à l'origine de la réussite de leur décollage économique (Calabrese 2016:12), en ayant comme objectif une insertion dans les réseaux mondiaux de production pour pouvoir tirer profit de cette nouvelle vague de mondialisation. Au niveau de la législation, l'abrogation de la loi 51/49 qui au nom d'un patriotisme économique (Mezouaghi et Talahite 2009) a fait perdre à l'Algérie beaucoup d'opportunités de relocalisations industrielles devrait être limitée aux seuls secteurs stratégiques.

### **Références**

Abegunrin, O., & Manyeruke, C. (2020). *China's Power in Africa: A New Global Order*. Cham: Palgrave Macmillan imprint.

African Development Bank, bank. (2019, 29 يناير). Perspectives économiques en Algérie. من 16 يناير 2020. <https://www.afdb.org/fr/countries/north-africa/algeria/algeria-economic-outlook>.

Ajakaiye, O. (2006). *China and Africa – Opportunities and Challenges*. قُدّم في African Union Task Force on Strategic Partnership Between Africa and the Emerging Countries of the South, Addis Ababa, Ethiopia. من <https://www.africaportal.org/publications/china-and-africa-opportunities-and-challenges/>

Alden, C. (2005). *China in Africa*. *Survival*, 47(3), 147-164. <https://doi.org/10.1080/00396330500248086>

Alden, C. (2007). *China in Africa*. London ; New York: Zed Books.

Alden, C., & Aggad-Clerx, F. (2012). *Chinese Investments and Employment Creation in Algeria and Egypt*. African Development Bank .

Alves, A. C. (2013). China's 'win-win' cooperation: Unpacking the impact of infrastructure-for-resources deals in Africa. *South African Journal of International Affairs*, 20(2), 207-226. <https://doi.org/10.1080/10220461.2013.811337>

Alden, C., Large, D., & Soares de Oliveira, R. (2008). *Chine-Afrique : facteur et résultante de la dynamique mondiale*. *Afrique Contemporaine*, 228(4), 119-133. <https://doi.org/10.3917/afco.228.0119>

Andi, bilan. (2018, 11 أغسطس). Bilan du commerce extérieur. 17 استرجع في من أكتوبر، 2019. <http://www.andi.dz/index.php/fr/statistique/bilan-du-commerce-exterieur>

APS, agence. (2019, 6 يونيو). Bensalah signe des décrets portant ratification d'accords et mémorandums d'entente internationaux. 14 يناير، 2020. <http://www.aps.dz/algerie/90301-bensalah-signes-des-decrets-portant-ratification-d-accords-et-memorandums-d-entente-internationaux>

APS, agence. (2019, 19 يونيو). L'Algérie est devenue le 5e grand partenaire commercial africain de la Chine. من 5 نوفمبر، 2019. <http://www.aps.dz/economie/90842-l-algerie-est-devenue-le-5e-grand-partenaire-commercial-africain-de-la-chine>

Benabdallah, Y. (2009). Rente et désindustrialisation. *Confluences Méditerranée*, 71(4), 85-100.

Besada, H., & O'Bright, B. (2017). Maturing Sino–Africa relations. *Third World Quarterly*, 38(3), 655-677. <https://doi.org/10.1080/01436597.2016.1191343>

Calabrese, J. (2017, 31 أكتوبر). Sino-Algerian Relations: On a Path to Realizing Their Full Potential? | Middle East Institute. 16 أكتوبر،

من 2019 <https://www.mei.edu/publications/sino-algerian-relations-path-realizing-their-full-potential>

Calabrese, L., Lin, J. Y., Ryder, H., Mohan, G., Brautigam, D., Oya, C., McKinley, T., Gelb, S., & Wu, Y.-S. (2016). *China-Africa: a maturing relationship? Growth, change and resilience* (ODI ص 1-60). استرجع في من website: <https://www.odi.org/publications/10435-china-africa-maturing-relationship-growth-change-and-resilience>

China Africa Research Initiative , C. (2019, 21 فبراير). Data: Chinese Workers in Africa. من 2019, أكتوبر 14 استرجع في <http://www.sais-cari.org/data-chinese-workers-in-africa>

China Africa Research Initiative, C. (2019, 4 مارس). Data: Chinese Foreign Aid to Africa. من 2019, أكتوبر 14 استرجع في <http://www.sais-cari.org/data-chinese-foreign-aid-to-africa>.

China Africa Research Initiative, D. (2020, February 4). Data: China-Africa Trade. Retrieved February 27, 2020, from <http://www.sais-cari.org/data-china-africa-trade>

Cheru, F., & Obi, C. (2010). *The rise of China and Africa in India: challenges, opportunities and critical interventions* (م 289). London: Zed books.

Djefflat, A., & Lundvall, B. Åke. (2016). The resource curse and the limited transformative capacity of natural resource-based economies in Africa: evidence from the oil and gas sector in Algeria and implications for innovation policy. *Innovation and Development*, 6(1), 67-85. <https://doi.org/10.1080/2157930X.2015.1121564>

Dollar , D. (2008). *Lessons From China For Africa*. The World Bank East Asia and Pacific Region China/Mongolia Department. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-4531>.

Ghanem, D., & Benabdallah, L. (2016, 18 نوفمبر). *The China Syndrome*. من 2019, أكتوبر 14 استرجع في <https://carnegie-mec.org/diwan/66145>

Goldstein, A., Pinaud, N., Reisen, H., & Chen, X. (2006). *L'essor de la Chine et de l'Inde : quels enjeux pour l'Afrique ?*. Éditions OCDE.

Haddad-Fonda, K. (2014). An illusory alliance: revolutionary legitimacy and Sino-Algerian relations, 1958–1962. *The Journal of North African Studies*, 19(3), 338-357. <https://doi.org/10.1080/13629387.2013.870039>

Hallas, L. (2014, 16 أبريل). *Autoroute Est-Ouest en Algérie: un milliard de dollars de commissions mais pas de procès*. من 2019, نوفمبر 30 استرجع في <https://blogs.mediapart.fr/edition/enquetes-au-maghreb/article/160414/autoroute-est-ouest-en-algerie-un-milliard-de-dollars-de-commissions-mais-pas-de>

Jenkins, R. O. (2019). *How China is reshaping the global economy: development impacts in Africa and Latin America*. Oxford: Oxford University Press.

Khader, B. (2018). La percée chinoise dans les marchés arabes et méditerranéens. *Annuaire IEMed. De La Méditerranée*, 42-49.

Kim, Y.-ch'an. (2017). *China and Africa: a new paradigm of global business*. Cham: Palgrave Macmillan.

Lafargue, F. (2009). La Chine en Afrique. Une présence limitée et une puissance contrariée. *Perspectives Chinoises*, 2009(1), 88-94.

Lafargue, F. (2018). The economic presence of China in the Maghreb: Ambitions and limits. *Observatoire Du Monde Arabo-Musulman Et Du Sahel*, 1-11.

Large, D. (2007). Beyond 'Dragon in the Bush': The Study of China Africa Relations. *African Affairs*, 107(426), 45-61. <https://doi.org/10.1093/afraf/adm069>.

Libération, journal. (2017, 6 سبتمبر). A Alger, «au fond, on ne veut pas des Chinois» - Libération. من 14 أكتوبر، 2019, [https://www.liberation.fr/planete/2017/09/06/a-alger-au-fond-on-ne-veut-pas-des-chinois\\_1594617](https://www.liberation.fr/planete/2017/09/06/a-alger-au-fond-on-ne-veut-pas-des-chinois_1594617)

Matallah, S. (2018). Sino-Algerian Strategic Cooperation: Towards a New Stage of Development. *China and the World*, 01(03), 1-18. <https://doi.org/10.1142/S2591729318500177>

Mezouaghi, M., & Talahite, F. (2009). Les paradoxes de la souveraineté économique en Algérie. *Confluences Mediterranee*, 71(4), 9-26.

Mezouaghi, M., & Aynaoui, K. E. (2018). L'Afrique sur la voie de l'industrialisation ?. *Afrique Contemporaine*, 266(2), 11-27.

Mezouaghi, M. (2015). L'économie algérienne : chronique d'une crise permanente. *Politique Etrangere*, (3), 17-29.

Mohan, G., & Power, M. (2008). New African Choices? The Politics of Chinese Engagement. *Review of African Political Economy*, 35(115), 23-42. <https://doi.org/10.1080/03056240802011394>

Morrison, W. M. (2018). China's Economic Rise: History, Trends, Challenges, and Implications for the United States (ص 1-53). *Congressional Research Service website*: <https://fas.org/sgp/crs/row/RL33534.pdf>

Okuru, M., Lekorwe, M., Chingwete, A., & Samson, R. (2016). La présence accrue de la Chine en Afrique attire des appréciations largement positives (ص 1-31). *Afrobaromètre* عدد 122; <https://www.afrobarometer.org/fr/publications/ad122-la-presence-accrue-de-la-chine-en-afrique-attire-des-appreciations-largement>

Pairault, T. (2014). Chinese direct investment in Africa. A state strategy?. *région Et développement*, 2, 259-284.

Pairault, T. (2014). Developmental States: How Algeria makes the best of China to promote its development. *فُدم في The BRICS Countries International*

Instability, Growth Trajectories and Structural Transformations, Peoples' Friendship University of Russia.

Pairault, T. (2015, 22 مايو). La Chine est-elle vraiment une opportunité pour l'Algérie, voire pour l'Afrique ?. من 6 نوفمبر، 2019، استرجع في <https://www.pairault.fr/sinaf/index.php/les-afriques-et-la-chine/pays-et-regions/chine-algerie/665-la-chine-est-elle-vraiment-une-opportunite-pour-l-algerie-voire-pour-l-afrique>

Pairault, T. (2016). La Chine en Algérie : quelle industrialisation?. *Outre-Terre*, 47(2), 165-179. <https://doi.org/10.3917/oute1.047.0165>

Pairault, T. (2017). La Chine au Maghreb : de l'esprit de Bandung à l'esprit du capitalisme. *Revue De La régulation. Capitalisme, Institutions, Pouvoirs*, 21. <https://doi.org/10.4000/regulation.12230>

Pairault, T. (2018). Algérie : quelle présence économique chinoise ?. *Maghreb - Machrek*, (3), 5-34.

Pecoraro, E. (2010). China's Strategy in North Africa: New economic challenges for the Mediterranean region. في EUGOV Working Paper, No. 25, Bellaterra (Barcelona): Institut Universitari d'Estudis Europeus. استرجع في من <https://core.ac.uk/download/pdf/13324492.pdf>

Raine, S. (2009). Contextualising Today's Sino-African Relations. في *China's African Challenges*: 49 م 49 م). The Adelphi Papers.

Renard, M.-F. (2011). China's Trade and FDI in Africa. *African Development Bank*, (126), 1-38.

Samy, Y. (2010). China's Aid Policies in Africa: Opportunities and Challenges. *The Round Table*, 99(406), 75-90. <https://doi.org/10.1080/00358530903513756>

Santander, B. (2020, 4 مارس). Foreign investment in Algeria . 4 استرجع في من أبريل، 2020، <https://santandertrade.com/en/portal/establish-overseas/algeria/foreign-investment>

Schiere, R. (2010). *China's development challenges: economic vulnerability and public sector reform*. London: Routledge studies on the Chinese economy.

Schiere, R., & Rugamba, A. (2011). Chinese Infrastructure Investments and African Integration. *Development Research Department of the African Development Bank*, (127), 1-26.

Souiah, F. (2011). L'Algérie made by China. *Méditerranée*, 116, 139-143. <https://doi.org/10.4000/mediterranee.5468>

Stiglitz, J. E., Lin, J. Y., & Patel, E. (2013). *The industrial policy revolution*. New York: Palgrave Macmillan.

Taing, J.-P. (2015). L'immigration chinoise à Alger : l'émergence d'une place marchande à Bab Ezzouar ?. *Les Cahiers d'EMAM. Études Sur Le Monde Arabe Et La Méditerranée*, 26. <https://doi.org/10.4000/emam.934>

Talahite, F. (2010). *Réformes et transformations économiques en Algérie (Thèse de Doctorat)*. Université Paris-Nord - Paris XIII, Paris.

Touati, K. (2017). The impact of oil price shock of 2014 on the exchange rate in Algeria: Vector Autoregressive Model. *Revue Finance Et marchés*, 1-35.

UNCTAD, U. (2019). World Investment Report 2019: Special Economic Zones/ Algeria (من استرجع في من). United Nations Publication website: [https://unctad.org/Sections/dite\\_dir/docs/WIR2019/wir19\\_fs\\_dz\\_en.pdf](https://unctad.org/Sections/dite_dir/docs/WIR2019/wir19_fs_dz_en.pdf)

Van der Merwe, J., Taylor, I. R., & Arkhangelskaya, A. (2016). *Emerging powers in Africa: a new wave in the relationship?*. Cham: Palgrave Macmillan.

Vircoulon, T. (2007). La nouvelle question sino-fricaine. *Etudes*, 407(11), 451-462.

World Bank, data. (2019, 23 نوفمبر). Algeria | Product | Imports | from China 2017 | WITS | Data. من استرجع في 23 نوفمبر، 2019, <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/DZA/Year/2017/TradeFlow/Import/Partner/CHN/Product/all-groups#>

Xinhua, agence. (2019, 15 مايو). Algeria invites Chinese companies to help diversify economy - Xinhua | English.news.cn. من استرجع في 5 نوفمبر، 2019, [http://www.xinhuanet.com/english/2019-05/15/c\\_138058579.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2019-05/15/c_138058579.htm)

Zafar, A. (2007). The Growing Relationship Between China and Sub-Saharan Africa: Macroeconomic, Trade, Investment, and Aid Links. *The World Bank Research Observer*, 22(1), 103-130. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkm001>

Zhang, W.-W. (2012). *The China wave: rise of a civilizational state*. Hackensack, N.J: World Century.

Zhao, S. (2014). A Neo-Colonialist Predator or Development Partner? China's engagement and rebalance in Africa. *Journal of Contemporary China*, 23(90), 1033-1052. <https://doi.org/10.1080/10670564.2014.898893>

Zoubir, Y. H. (2019). Les relations de la Chine avec les pays du Maghreb : la place prépondérante de l'Algérie. *Confluences Méditerranée*, 109(2), 91-103.